

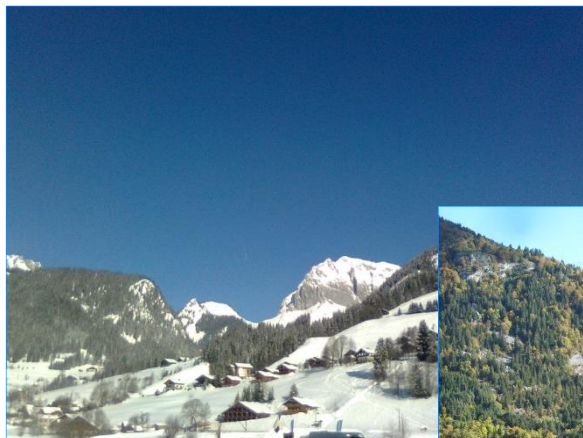
RAPPORT

VERSION 1 : Octobre 2016

COMMUNE D'ABONDANCE (74)

ELABORATION DU ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

DOCUMENT SOUMIS A ENQUETE PUBLIQUE AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU
DU 03 JANVIER 1992



HISTORIQUE DES REVISIONS

VERSION	DATE	COMMENTAIRES	REDIGE PAR :	VERIFIE PAR :
1	04/10/2016	Création de document	JPG	

Contact

4 rue de l'Ermitage
25 000 BESANCON
Tél 03 81 52 38 38
Fax 04.78.53.39.22

Naldeo
Agence de Besançon

Jean-Pierre GERVAIS
Chef de projet

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	3
1 OBJET DU ZONAGE	4
1.1 La loi sur l'eau.....	4
1.2 Les effets du zonage.....	4
2 COMPETENCES ET CONTEXTE.....	5
3 PRESENTATION DE LA COMMUNE	6
3.1 Situation géographique	6
3.2 Evolution de la population	7
4 LE MILIEU RECEPTEUR :.....	9
5 L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DANS LA COMMUNE	17
5.1 Présentation générale	17
5.1.1 Le Collecteur intercommunal	17
5.1.2 Ouvrages spécifiques.....	18
5.1.3 Le système de traitement.....	18
6 L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF.....	22
7 LE SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT	25
7.1 Rappel des résultats	25
7.2 Projet d'aménagements	26
7.3 Schéma directeur d'assainissement	26
7.3.1 Objectif du schéma directeur d'assainissement.....	26
8 LE ZONAGE	28
8.1 Eaux usées.....	28
8.1.1 Les zones relevant de l'assainissement collectif	28
8.1.2 Les zones relevant de l'assainissement non collectif	28
8.2 Eaux pluviales.....	28

1 OBJET DU ZONAGE

1.1 La loi sur l'eau

La réglementation européenne en matière d'assainissement est définie depuis 1992 par la Loi sur l'Eau et ses différents décrets d'application ultérieurs.

L'article 35 de la loi a attribué de nouvelles obligations aux communes et à leurs groupements : la délimitation des zones d'assainissement collectif et non collectif ainsi que la délimitation des zones affectées par les écoulements en temps de pluie.

Ces nouvelles obligations sont inscrites dans le Code général des Collectivités Territoriales à l'article L 2224-10 ainsi rédigé :

« Les communes ou leurs groupements délimitent, après enquête publique :

- **les zones d'assainissement collectif** où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- **les zones relevant de l'assainissement non collectif** où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement, et, si elles le décident, leur entretien ;
- **les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation** des sols et pour assurer la maîtrise du débit de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- **les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage** éventuel, et en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »

Une enquête publique est nécessaire avant d'approuver la délimitation des zones d'assainissement présentée dans le cadre de ce dossier.

Les articles 2, 3 et 4 du décret du 3 Juin 1994 précisent quel est le type d'enquête publique à mener : « L'enquête publique préalable à la délimitation des zones d'assainissement collectif et des zones d'assainissement non collectif est celle prévue à l'article R 123-11 du Code de l'Urbanisme. ».

D'un point de vue réglementaire, seule une délimitation des zones d'assainissement est donc demandée aux communes. **Aucune échéance n'est fixée.**

La délimitation des zones d'assainissement collectif et non collectif doit être cohérente avec les contraintes pesant sur l'aménagement de la commune : servitudes de protection des points de captages d'eau potable, documents d'urbanisme, etc.

D'autre part, les communes devaient mettre en place pour le 31 décembre 2012 un **Service Public d'Assainissement Non Collectif** (SPANC) en vue d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement individuel et faire un état des lieux des systèmes existants.

1.2 Les effets du zonage

Les effets du zonage : le zonage se contente d'identifier la vocation de différentes zones du territoire de la commune en matière d'assainissement au vu de deux critères principaux : l'aptitude des sols à l'assainissement à la parcelle et le coût de chacune des options.

Il n'est donc **pas un document de programmation de travaux, ne crée pas de droits acquis pour les tiers**, ne fige pas une situation en matière d'assainissement et n'a pas d'effet sur l'exercice par la commune de ses compétences. Ceci entraîne plusieurs conséquences :

- en délimitant les zones d'assainissement collectif, la commune ne s'engage pas à réaliser des équipements publics, ni à étendre les réseaux existants à une date précise.
- les constructions situées en zone " assainissement collectif " ne bénéficient pas d'un droit à disposer d'un équipement collectif à une échéance donnée. La réglementation en la matière s'applique donc comme partout ailleurs : **en l'absence de réseau, il est nécessaire de disposer d'un équipement individuel aux normes et maintenu en bon état de fonctionnement, même pour les constructions neuves ; ces systèmes individuels sont d'ailleurs à contrôler par le SPANC.**

- le zonage est susceptible d'évoluer, pour tenir compte de situations nouvelles. Ainsi, des projets d'urbanisation à moyen terme peuvent amener la commune à basculer certaines zones en " assainissement collectif ". Il sera alors nécessaire de suivre la même procédure que pour l'élaboration initiale du zonage si cela entraîne une modification importante de " l'économie générale " du zonage.

2 COMPETENCES ET CONTEXTE

Actuellement, la commune d'Abondance possède une compétence partielle en matière d' assainissement sur son territoire : elle assure en effet la **collecte** des eaux usées mais le traitement est assuré dans une station d'épuration intercommunale située sur le territoire de la commune d'Abondance, au lieu-dit « les Granges » mais gérée par le SAVA (Syndicat d'Assainissement de la Vallée d'Abondance) qui assure le transport et le traitement des effluents des 3 communes de Châtel, La Chapelle d'Abondance et Abondance.

La compétence « **assainissement non collectif** » est assurée par la Communauté de Communes de la Vallée d'Abondance (2CVA) qui a créé un SPANC pour les 6 communes de la Communauté de Communes.

Les **eaux pluviales** sont gérées actuellement par la commune d'Abondance.

Conséquence de la loi NOTRe, à partir du 1^{er} Janvier 2017, la 2CVA et la Communauté de Communes du Pays d'Evian ne formeront qu'une seule Communauté de Communes. Cette dernière exerçant déjà la compétence « assainissement » (collecte, transport, traitement et assainissement non collectif), les communes de l'actuelle 2CVA perdront cette compétence qui sera reprise de droit par le nouvel EPCI.

Elle sera ainsi constituée de 22 communes regroupant 38 000 habitants.

Les 6 communes de la 2CVA ont fait l'objet d'un Schéma Directeur d'Assainissement qui a abouti en 2013 à un programme de travaux en matière d'assainissement comprenant, pour Abondance, la réhabilitation des collecteurs en mauvais état et des extensions de réseau dans les secteurs les plus densément peuplés afin d'augmenter le taux de collecte. Ce programme s'étalait sur la période 2016 -2023

Une partie des travaux a déjà été réalisée conformément au programme entre 2014 et 2016

Toutefois, la commune d'Abondance a dû réajuster le programme initial pour tenir compte du nouveau PLU en cours de validation et de la réduction des zones urbanisables, qui conduit à une restriction des extensions de réseau.

Une carte de zonage de l'assainissement avait été établie en 2013 dans le cadre du Schéma Directeur mais non soumise à enquête publique donc non opposable au tiers.

Le présent dossier a donc pour objet d'établir la nouvelle carte de zonage de l'assainissement en concordance avec le nouveau document d'urbanisme en cours d'élaboration (en phase de consultation des services). Les 2 documents seront soumis à enquête publique en même temps.

3 PRESENTATION DE LA COMMUNE

3.1 Situation géographique

La commune d'Abondance est située au cœur du Val d'Abondance limité au Nord par les contreforts du lac Léman, et à l'ouest par la Suisse.

Le Val d'Abondance se trouve au cœur du massif du Chablais avec une direction principalement est-ouest. Il s'agit d'une vallée assez encaissée limitée par les crêtes du Mont de Grange au sud (2 432 m) et par celle des Cornettes de Bise (à la même altitude). Le fond de vallée est à 1 300 m d'altitude au niveau de Pré-la-Joux (Châtel) et s'abaisse progressivement à 800 m environ au niveau de Chevenoz. Il est parcouru par la Dranse d'Abondance qui vient se jeter dans le lac Léman au niveau de la commune de Publier, à une altitude de 375 m.

La commune d'Abondance possède une position centrale à mi-vallée comme le montre l'extrait de carte ci-dessous



La situation géographique du secteur lui confère une attractivité particulière et donc une vocation touristique de tout premier plan, aussi bien estivale qu'hivernale. Les variations saisonnières de fréquentation y sont donc importantes influant par le fait sur les charges de pollution générées.

3.2 Evolution de la population

Le tableau ci-dessous rend compte de l'évolution de la population (sans double compte) –données INSEE

Année	1968	1975	1982	1990	1999	2009	2013
Population	1115	1134	1152	1251	1294	1344	1344
Variation	-	+1.7%	+1.6%	0	+3.4	+3.9	0

Ces données de population montrent un accroissement régulier de la population, s'accroissant principalement à partir des années 1980.

On constate que la population est en augmentation d'environ 1,5 % chaque année jusqu'en 2009 puis stagne depuis.

Une des caractéristiques à prendre en compte pour la commune d'Abondance est le nombre important de résidences secondaires et les capacités d'accueil du village qui possède une forte fréquentation touristique hivernale et estivale.

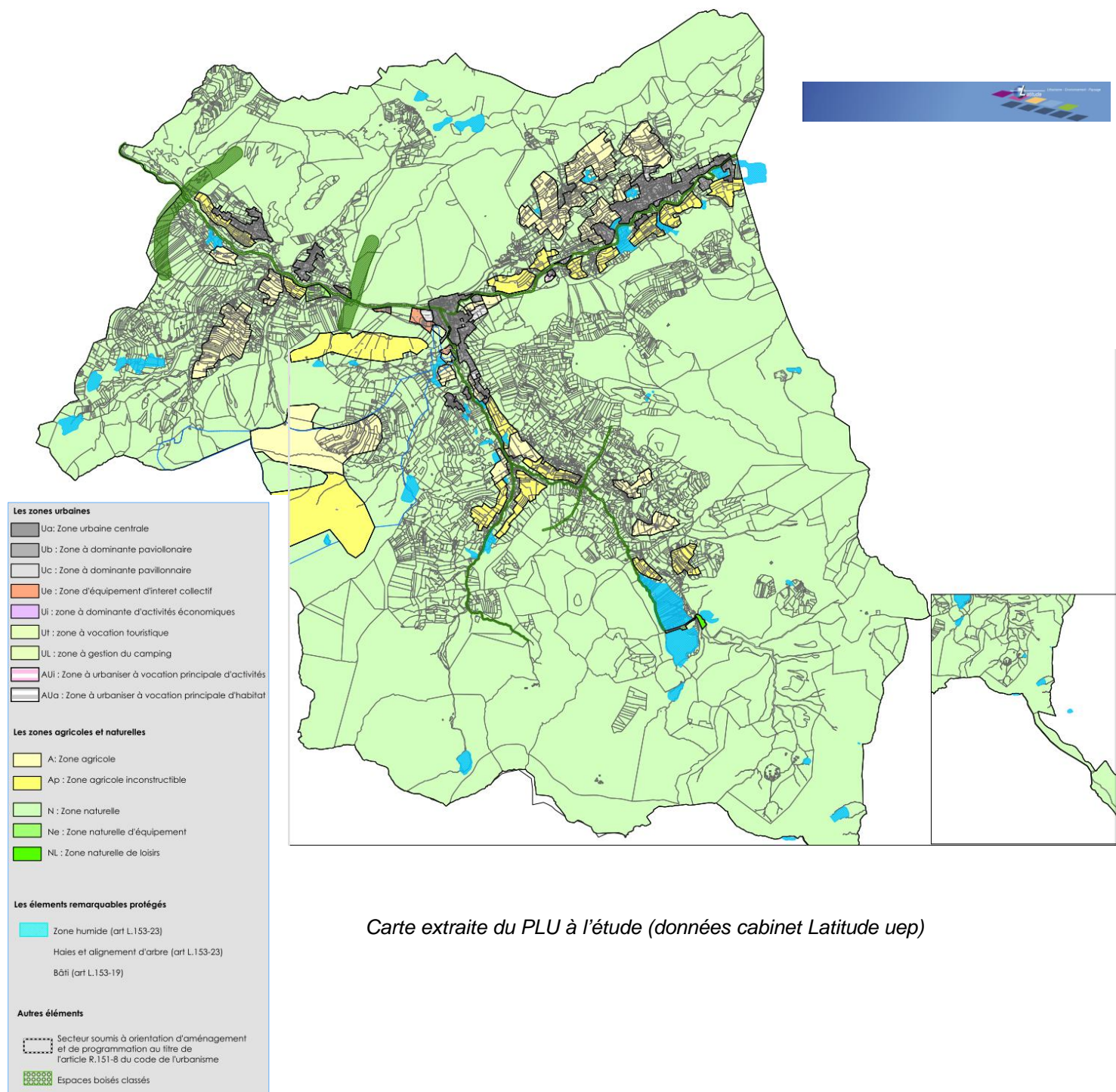
Les données ci-dessous sont issues d'une étude réalisée par le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais (SIAC) en 2009 et donnent une bonne estimation des variations possibles de la population avec un pic hivernal (Noël puis vacances de Février puis pic estival en Juillet –Août)

Commune d'Abondance	2009
Résidences secondaires	919
offre d'hébergement lits professionnels	1442
offre hôtellerie de plein air	147
offre d'hébergement diffus (hors résidence secondaire)	1134

Enfin le tableau suivant fourni par le SICVA précise un peu plus les capacités d'accueil par commune de la vallée.

Commune	Meublés classés	Résidences de tourisme classées et résidences non classées	Hôtellerie	Hôtellerie de plein air	Centres et villages vacances, auberges de jeunesse et maisons familiales	Refuges et gîtes d'étape	Chambres d'hôtes	Non marchands	Total
Châtel	6584	100	1488	300	1629	52		12404	22557
La Chapelle d'Abondance	925		579		1135	158	45	4445	7287
Abondance	1730		246	147	746	45	30	2823	5767
Sous total STEP Les Granges	9239	100	2313	447	3510	255	75	19672	35611
Bonnevaux	32				130			237	399
Vacheresse	297		141			69		451	958
Chevenoz	83				114	20	14	335	566
Total	9651	100	2454	447	3754	344	89	20695	37534

On constate que la capacité d'accueil atteint 5767 places, c'est-à-dire 4 fois plus que la population résidente. Cette caractéristique importante est à prendre en considération dans l'élaboration du schéma directeur d'assainissement, la mise en place des équipements et le zonage qui en découle.



Carte extraite du PLU à l'étude (données cabinet Latitude uep)

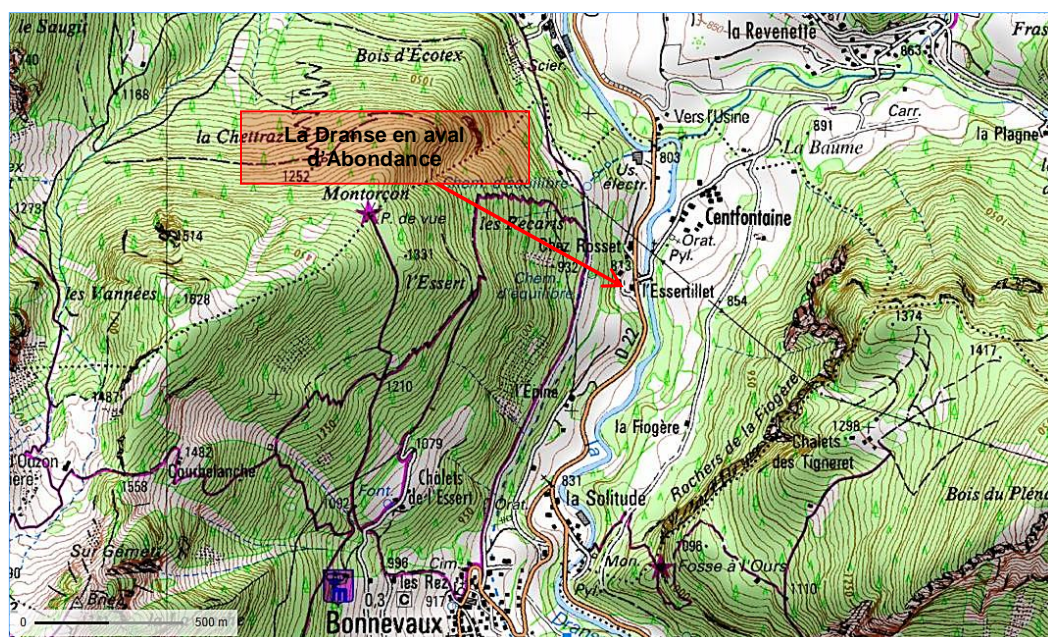
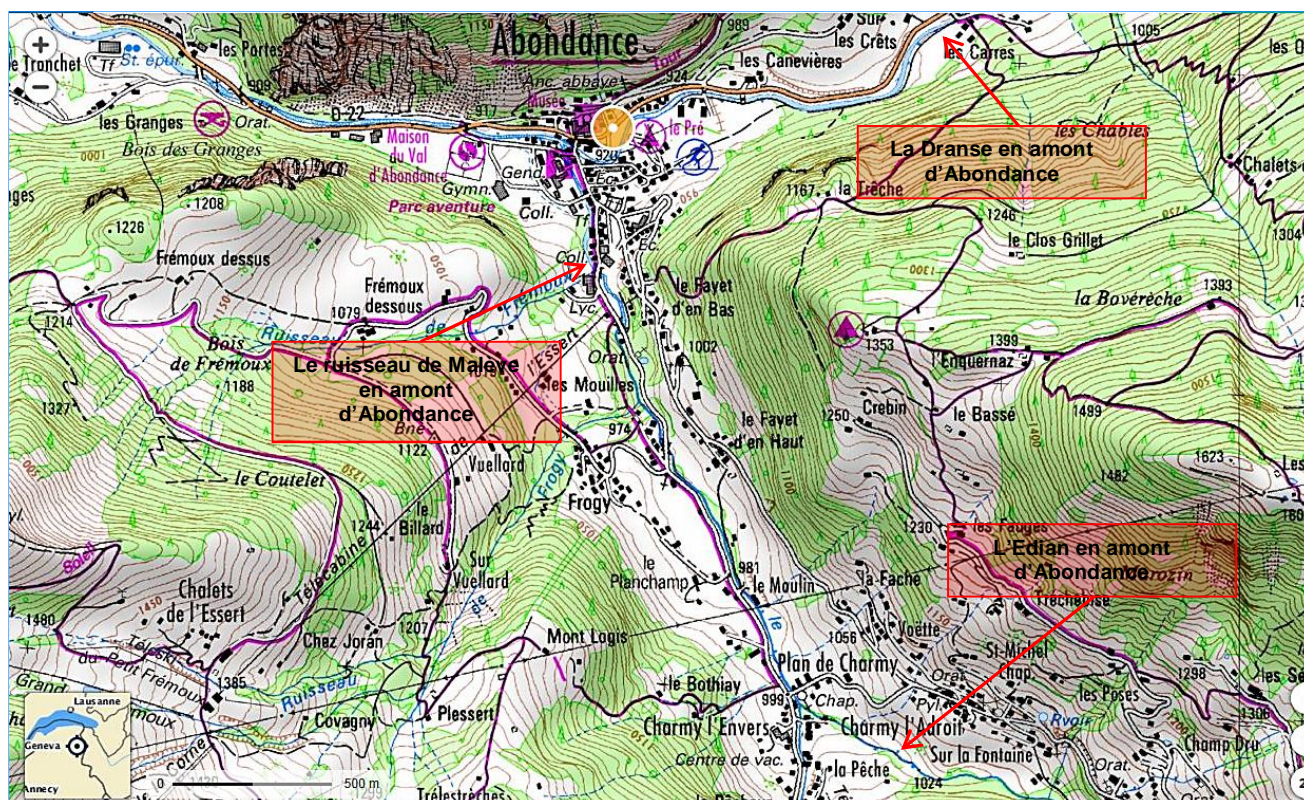
4 LE MILIEU RECEPTEUR :

4.1 Les eaux de surface

Le milieu récepteur principal correspond à la Dranse d'Abondance.

4.1.1 Données de qualité

Les données de qualité sont tirées du réseau de suivi (réseau national ou complémentaire de bassin). Les résultats sont présentés ci-dessous pour les dernières années disponibles



La Dranse à l'amont d'Abondance

Années (1)	Bilan de l'oxygène	Température	Nutriments		Acidification	Polluants spécifiques	Invertébrés benthiques	Diatomées	Macrophytes	Poissons	Hydromorphologie	Pressions hydromorphologiques	ÉTAT ÉCOLOGIQUE	POTENTIEL ÉCOLOGIQUE	ÉTAT CHIMIQUE
			Nutriments N	Nutriments P											
2016	BE	TBE	BE	TBE	BE	BE	BE	TBE	BE	BE			BE		MAUV ①
2015	TBE	BE	BE	TBE	BE	BE	BE	TBE	TBE	BE			BE		MAUV ①
2014	BE	TBE	TBE	TBE	BE	BE	BE	TBE	TBE	BE			BE		MAUV ①
2013	TBE	TBE	TBE	TBE	BE	BE	BE	TBE	BE	BE			BE		BE
2012	TBE	TBE	TBE	TBE	BE	BE	BE	TBE	BE	BE			BE		BE
2011	TBE	TBE	TBE	BE	BE	BE	BE	TBE	BE	TBE			BE		BE
2010	TBE	TBE	TBE	TBE	BE	BE	BE	TBE		BE			BE		BE
2009	TBE	TBE	TBE	TBE	BE	BE	BE	TBE		MOY			MOY		BE
2008	TBE	TBE	TBE	TBE	BE	BE	BE	TBE		MOY			MOY		MAUV ①

Le ruisseau l'Edian à l'amont d'Abondance

Années (1)	Bilan de l'oxygène	Température	Nutriments		Acidification	Polluants spécifiques	Invertébrés benthiques	Diatomées	Macrophytes	Poissons	Hydromorphologie	Pressions hydromorphologiques	ÉTAT ÉCOLOGIQUE	POTENTIEL ÉCOLOGIQUE	ÉTAT CHIMIQUE
			Nutriments N	Nutriments P											
2016	TBE	TBE	TBE	TBE	BE		TBE	TBE	TBE	BE			BE		
2015	BE	TBE	TBE	TBE	BE		TBE	TBE	TBE	BE			BE		
2014	BE	TBE	TBE	TBE	BE		TBE	TBE	TBE	BE			BE		
2013	BE	TBE	TBE	TBE	BE		TBE	TBE	TBE				BE		
2012									TBE				BE		
2011									TBE				BE		
2010	TBE	TBE	TBE	TBE	TBE	Ind	TBE	TBE					BE		Ind
2009	BE	TBE	TBE	TBE	BE	BE	TBE	TBE		BE			BE		BE
2008	BE	TBE	TBE	TBE	BE	BE	TBE	TBE		BE			BE		BE

Le ruisseau de Maldève à Abondance

Années (1)	Bilan de l'oxygène	Température	Nutriments		Acidification	Polluants spécifiques	Invertébrés benthiques	Diatomées	Macrophytes	Poissons	Hydromorphologie	Pressions hydromorphologiques	ÉTAT ÉCOLOGIQUE	POTENTIEL ÉCOLOGIQUE	ÉTAT CHIMIQUE
			Nutriments N	Nutriments P											
2016	TBE	TBE	TBE	TBE	BE		BE	TBE			TBE		BE		
2015	TBE	TBE	TBE	TBE	BE		BE	TBE			TBE		BE		
2014	TBE	TBE	TBE	TBE	BE		BE	TBE			TBE		BE		
2013	TBE	TBE	TBE	TBE	BE						TBE		Ind		
2009	TBE	TBE	TBE	TBE	BE						TBE		Ind		
2008	TBE	TBE	TBE	TBE	BE						TBE		Ind		

La Dranse à l'aval d'Abondance (Bonnevaux)

Années (1)	Bilan de l'oxygène	Température	Nutriments		Acidification	Polluants spécifiques	Invertébrés benthiques	Diatomées	Macrophytes	Poissons	Hydromorphologie	Pressions hydromorphologiques	ÉTAT ÉCOLOGIQUE	POTENTIEL ÉCOLOGIQUE	ÉTAT CHIMIQUE
			Nutriments N	Nutriments P											
2016	TBE	TBE	BE	TBE	BE			TBE				Moy	MOY		
2015	TBE	TBE	BE	TBE	BE			TBE				Moy	MOY		
2014	TBE	TBE	TBE	TBE	BE			TBE				Moy	MOY		
2013	TBE	TBE	TBE	TBE	BE	BE		TBE				Moy	MOY		MAUV ①
2012	TBE	TBE	TBE	TBE	BE	BE		TBE				Moy	MOY		MAUV ①
2011	TBE	TBE	TBE	TBE	BE	BE		TBE				Moy	MOY		MAUV ①
2010	TBE	TBE	TBE	BE	BE	BE		TBE				Moy	MOY		MAUV ①
2009	TBE	TBE	TBE	TBE	BE			TBE				Moy	MOY		
2008	TBE	TBE	BE	TBE	BE							Moy	Ind		

Légende

État écologique

TB	Très bon état
B	Bon état
MOY	État moyen
MED	État médiocre
MAUV	État mauvais
?	État indéterminé : absence actuelle de limites de classes pour le paramètre considéré ou absence actuelle de référence pour le type considéré (biologie). Pour les diatomées, la classe d'état affichée sera "indéterminé" si l'indice est calculé avec une version de la norme différente de celle de 2007 (Norme AFNOR NF T 90-354)
NC	Non Concerné
	Absence ou insuffisance de données

État chimique

B	Bon état
MAUV	Non atteinte du bon état
?	Information insuffisante pour attribuer un état
	Absence de données

A l'amont d'Abondance, la Dranse présente un bon état écologique mais un mauvais état chimique due à la présence récurrente de 2014 à 2016 de HAP (Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques)

La dégradation du cours d'eau est notable entre Abondance et Bonnevaux au cours de ces dernières années.

A noter cependant la création en 2012, sur la commune de Bonnevaux, d'un système de traitement des eaux usées. Cette mise en place contribue à améliorer la qualité de l'eau du milieu naturel en évitant les rejets directs d'effluents non traités.

A noter également que c'est sur ce tronçon que se situe la station d'épuration intercommunale du SAVA

4.1.2 Objectifs de qualité

La directive cadre sur l'eau (DCE) d'octobre 2000 a donné une nouvelle impulsion à la politique de l'eau des états membres de l'union européenne. Transcrite en droit français par la Loi n°2004-338 du 21 avril 2004, elle fixe un objectif d'atteinte du « bon état des eaux » à l'horizon 2015.

Ainsi, parmi les nouveaux objectifs environnementaux établis par la DCE, les principaux objectifs repris dans le SDAGE sont les suivants :

- Atteindre le bon état en 2015, avec des adaptations pour les masses d'eau artificielles ou fortement modifiées (atteinte du bon potentiel écologique et du bon état chimique).
- Assurer la continuité écologique sur les cours d'eau, qui est en lien direct avec le bon état écologique et le bon potentiel écologique.
- Ne pas détériorer l'existant, ce qui s'entend comme le non changement de classe d'état.
- Atteindre toutes les normes et objectifs en zones protégées au plus tard en 2015.
- Supprimer les rejets de substances dangereuses prioritaires et réduire ceux des substances prioritaires.

A noter que les objectifs environnementaux « DCE » sont fixés par masse d'eau. Ces objectifs remplacent ainsi les objectifs de qualité tels qu'ils étaient encore définis en France et sont intégrés dans le nouveau SDAGE.

Le bon état d'une eau de surface est considéré comme atteint lorsque son état écologique et son état chimique sont au moins bons.

Dans le secteur d'étude (masse d'eau « *La Dranse de sa source à la prise d'eau de Sous le Pas* » - code FRDR552c), les objectifs d'état retenus dans le cadre de l'application du SDAGE Rhône Méditerranée sur Dranse sont les suivants :

OBJECTIFS D'ETAT RETENUS		
Global	Écologique	Chimique
Bon état en 2015	Bon état en 2015	Bon état en 2015

L'objectif de « qualité écologique » est respecté ces 3 dernières années (2014 à 2016) au niveau de la station d'Abondance.

Par contre, les objectifs de « qualité chimique » ne sont pas respectés, le facteur déclassant étant la présence des HAP

4.1.3 Conclusions

Le milieu naturel superficiel caractérisé ici par la Dranse reste encore aujourd'hui un milieu fragile dont la bonne qualité n'est toujours pas pérennisée, comme en atteste les données de qualité les plus récentes.

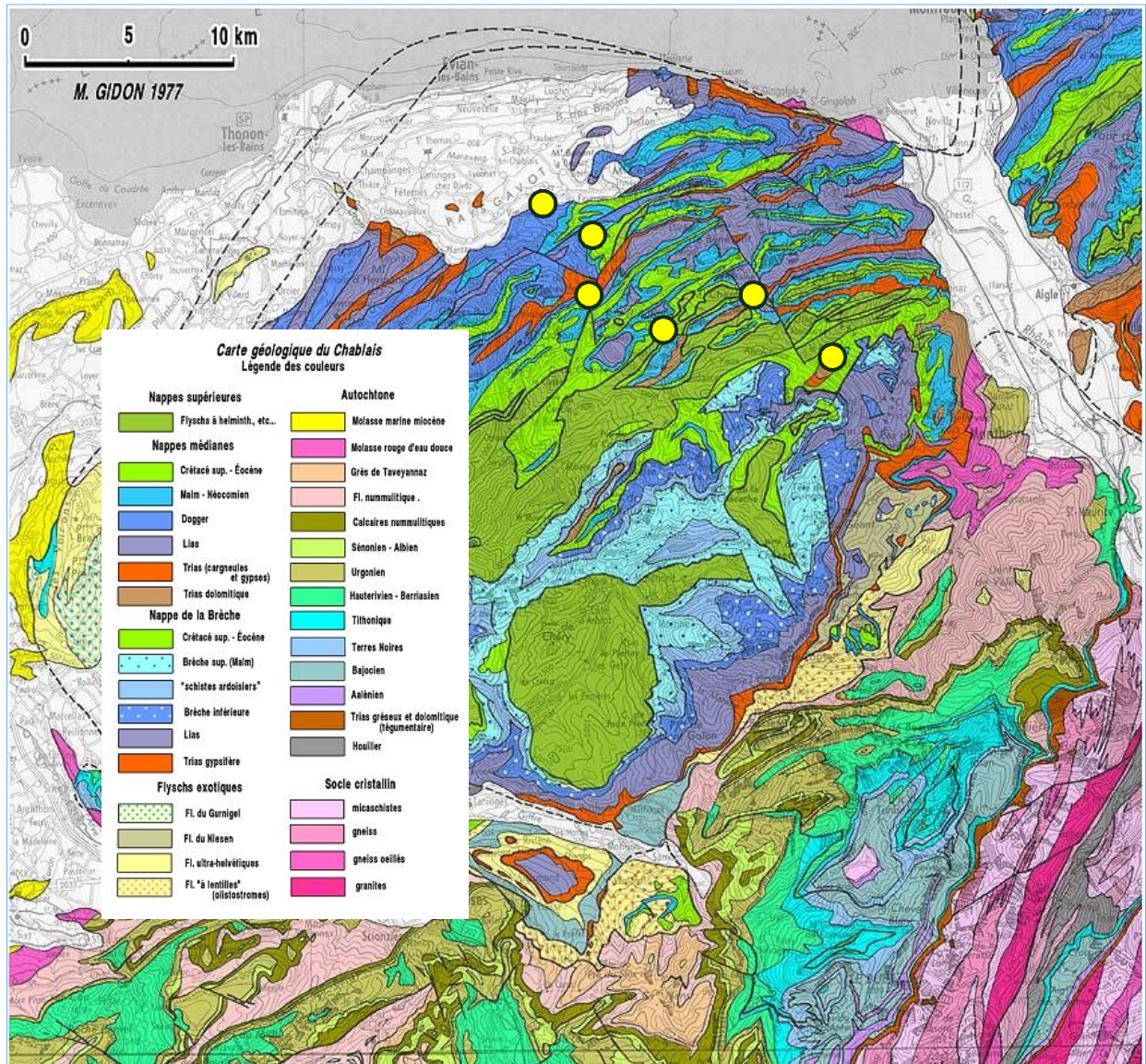
4.2 Les eaux souterraines

Voir extrait de carte géologique ci-dessous

La vallée d'Abondance se trouve en plein cœur du massif du Chablais. Ce massif appartient au domaine alpin, et correspond à la zone des massifs préalpins. Il est caractéristique dans la région car il est déterminé par plusieurs nappes de charriage qui reposent sur des formations autochtones.

La particularité du massif du Chablais réside en effet dans le fait que la plus grande partie du massif est constituée de terrains qui se sont empilés les uns sur les autres. Cet empilement résulte de déplacements liés à la formation des Alpes. Pour la zone qui nous concerne, nous trouvons la succession de trois nappes qui, du nord au sud, sont la nappe des Préalpes médianes (Cornettes de Bise), la nappe de la brèche (Mont de Grange) et la nappe supérieure des Préalpes qui s'est déposée sur les deux précédentes au cœur des synclinaux.

Les formations rencontrées dans la vallée d'Abondance sont ainsi particulièrement diversifiées et il serait difficile de rentrer ici dans le détail précis du contexte géologique. Néanmoins, il est possible de distinguer plusieurs grands types de formations : les brèches, les flyschs, les schistes qui sont les principales formations rencontrées au niveau des différentes nappes de charriage, et les formations glaciaires associées aux formations d'éboulis ou de cônes de déjection qui sont des formations récentes.



En pratique, les premières formations sont principalement perméables et sont donc potentiellement aquifères (et karstiques), quant aux secondes, elles possèdent une dominante argileuse qui les rend imperméables. On les rencontre surtout au niveau des fonds de vallée, en placage. Cette situation favorise ainsi la présence d'eau dans les terrains, dans des secteurs traversés par les collecteurs assainissement, d'où une forte sensibilité aux eaux claires parasites.

4.3 Les ressources en eau potable

4.3.1 Les ressources

La commune d'Abondance, est alimentée en eau potable par 6 captages situées sur son territoire.

Le risque de contamination reste assez faible sur l'ensemble des communes du fait de l'emplacement des captages. Ceux-ci sont situés généralement en dehors des zones urbanisées et souvent sur des points hauts.

Trois captages sont situés près du hameau de la Plagne (captage des Créteils, de Plagne d'en Haut et de Plagne d'en Bas) et 3 sont localisées entre le lac des Plagnes et Sur la Fontaine : la Ravine, Follebin et Crezenet

Le service de l'eau est géré en régie par la commune.

4.3.2 Les consommations en eau

Le tableau ci-dessous résume les grandes caractéristiques du service de l'eau. Ces chiffres sont issues de l'étude diagnostique réalisée entre 2012 et 2013

Abonnés	Consommations facturées (m3/an)	ratio par abonné (litre/jour)	ratio par habitant (litre/ jour)
712	101 387	390	207

Les **principaux consommateurs** en eau correspondent principalement aux activités **agricoles** (centres d'exploitation) et **touristiques** (en période de pointe touristique). Le ratio par habitant est assez élevé mais traduit la fréquentation touristique

4.4 Zones naturelles particulières

La commune compte ou jouxte plusieurs zones naturelles présentant un intérêt particulier :

4.4.1 Zones naturelles d'intérêt faunistique et floristique

4.4.1.1 ASPECT REGLEMENTAIRE

L'inventaire ZNIEFF trouve son assise législative dans l'article L. 411-5 du code de l'environnement.

Une ZNIEFF correspond à l'identification scientifique d'un secteur du territoire national particulièrement intéressant sur le plan écologique. L'ensemble de ces secteurs constitue l'inventaire des espaces naturels exceptionnels ou représentatifs du patrimoine faunistique et floristique de notre pays, et le cœur de l'inventaire national du patrimoine naturel prévu par l'article L. 411-5 du code de l'environnement.

Cet inventaire ne peut prétendre à l'exhaustivité. Une actualisation périodique est nécessaire compte tenu des mutations de l'espace régional : urbanisme, intensification ou au contraire abandon des activités agricoles... Cela peut alors donner lieu, lorsque l'on constate que la description initiale des zones ne correspond plus à ce qui existe sur le terrain soit à l'ajout de nouvelles zones, soit au retrait des zones ayant perdu leur intérêt patrimonial.

Dans sa conception, l'inventaire ZNIEFF est donc un outil de connaissance et non une procédure de protection des espaces naturels. Il n'a pas de portée normative, même si ces données doivent être prises en compte notamment dans les documents d'urbanisme ainsi que dans les études d'impact.

L'identification d'une ZNIEFF se fait selon une méthode scientifique, à partir de critères définis sous le contrôle du Muséum National d'Histoire Naturelle. Cette identification ne correspond donc en aucune façon à un "classement" et n'est accompagnée d'aucune mesure réglementaire de protection. Elle signifie simplement que le site en question a été répertorié pour sa qualité biologique et écologique.

L'inventaire ZNIEFF est bien un outil d'appréciation ou d'aide à la décision en matière d'aménagement et ne saurait imposer en lui-même une contrainte juridique directe.

Toutefois, la ZNIEFF peut constituer, dans certains cas, un indice pour le juge administratif lorsqu'il doit apprécier la légalité d'un acte administratif au regard de dispositions législatives et réglementaires relatives aux espaces naturels. L'existence d'une ZNIEFF apparaît comme un élément de qualification du site et la décision du juge s'appuie alors sur la méconnaissance de textes législatifs ou réglementaires. L'inscription à l'inventaire ZNIEFF peut aussi être utilisée par le juge en cas d'erreur manifeste d'appréciation, dans l'exercice de son contrôle des procédures administratives (en matière d'urbanisme, d'aménagement, d'autorisations diverses...).

Il faut aussi souligner que les éléments justifiant l'intérêt patrimonial de la ZNIEFF (espèces de faune et de flore) peuvent faire l'objet d'une protection juridique nationale ou régionale (articles L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'environnement), et ce indépendamment de l'inventaire.

4.4.1.2 LES ZONES PRESENTES DANS LE SECTEUR D'ETUDE

○ ZNIEFF de type I

Au nombre de 5.

Alpages, rochers et tourbière de la Dent d'Oche d'une surface de 1 438,94 ha est situé aux abords de Vacheresse.

Mont Chauffé et Mont Jorat d'une surface de 728,61 ha est situé aux abords d'Abondance et de la Chapelle d'Abondance.

Mont de Grange d'une surface de 2 158,94 ha est situé aux abords d'Abondance, de la Chapelle d'Abondance et de Châtel.

Mont Ouzon d'une surface de 468,63 ha est proche de Bonnevaux.

Pointe d'Autigny et Rochers de la Fiogère d'une surface de 496,19 ha est situé aux abords de Bonnevaux.

Ces secteurs sont tous situés en amont et en position haute topographiquement par rapport à l'urbanisation et ne peuvent donc être impactés par les différents systèmes d'assainissement collectif présents.

4.4.1.3 ZNIEFF DE TYPE II

Au nombre de 2.

Massifs du Mont de Grange et de Tavaneuse d'une surface de 5 407 ha est situé aux abords d'Abondance, de la Chapelle d'Abondance et de Châtel.

Massifs Septentrionaux du Chablais d'une surface de 9 122 ha est situé aux abords d'Abondance, de la Chapelle d'Abondance et de Vacheresse.

Ces secteurs sont tous situés en amont et en position haute topographiquement par rapport à l'urbanisation et ne peuvent donc être impactés par les différents systèmes d'assainissement collectifs présents.

Notons cependant que ces zones naturelles recensent pour la plupart d'entre elles des chalets d'alpage dont la qualité du fonctionnement des systèmes d'assainissement non collectif existants est susceptible d'avoir un impact sur ces zones.

4.4.2 Les zones NATURA 2000

Les massifs du Mont de Grange et des Cornettes de Bise font partie du réseau européen Natura 2000 sur le périmètre des arrêtés de biotope situés sur les communes de La Chapelle d'Abondance et de Châtel.

2 360 hectares sont concernés à la fois espace naturel et espace agricole avec le massif des Cornettes de Bise (1 551 hectares) et le Mont de Grange (1 261 hectares).



Le 30 août 1984, un arrêté préfectoral de protection de biotope (APPB) a été mis en place pour préserver l'intérêt écologique constitué par des espèces animales et végétales sur ces montagnes. En 2003, le site a été intégré au réseau Natura 2000. Les deux sites relèvent de la directive de 1992 « habitats, faune et flore ».

Les systèmes d'assainissement collectifs présents dans la vallée n'ont toutefois aucun impact sur la qualité de ces secteurs préservés. Toutefois, la présence de chalets d'alpage dans ces secteurs est susceptible d'impacter ces secteurs notamment au niveau de la qualité de fonctionnement des systèmes d'assainissement non collectifs présents.

5 L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DANS LA COMMUNE

5.1 Présentation générale

La commune d'Abondance fait partie du système d'assainissement géré par le SAVA et qui comprend les 3 communes de Châtel, La chapelle d'Abondance et Abondance. Ces 3 communes possèdent leurs propres réseaux de collecte raccordés à une station d'épuration commune via un collecteur de transport intercommunal qui traverse les 3 communes en empruntant le fond de vallée.

La station est implantée sur le territoire communal d'Abondance.

Les réseaux sont de type **séparatif** et peuvent être distingués en **trois grands ensembles** caractérisés par les communes : Châtel en tête de bassin, La Chapelle d'Abondance et Abondance.

Un collecteur de transport intercommunal permet d'acheminer les effluents à la station d'épuration. Ce collecteur débute à la limite communale entre Châtel et La Chapelle d'Abondance. Il emprunte le fond de la vallée et vient raccorder les différentes antennes communales des réseaux d'eaux usées de La Chapelle d'Abondance puis d'Abondance.

La commune d'Abondance est celle la plus à l'aval de ce système. L'axe structurant dans la commune, correspond au collecteur intercommunal. Il est possible de distinguer plusieurs parties au niveau du réseau d'Abondance :

- Une partie amont qui comprend plusieurs petites antennes de réseau d'eaux usées de diamètre 200 mm en PVC ou en PRV.
- Une partie du village d'Abondance qui raccorde toute la rive gauche par deux antennes de réseau d'eaux usées (diamètre 200 mm), jusqu'aux habitations du Fayet et de Maison Plate.
- Une partie aval à la station qui comprend le secteur du Melon, raccordé de manière gravitaire et le secteur *Cercle*, raccordé par l'intermédiaire de deux postes de refoulement vers la station d'épuration. Ce raccordement est effectif depuis l'été 2012.

Plusieurs hameaux (la liste est trop longue pour les citer ici) comptent en totalité deux cents habitations (dont la moitié environ sont des résidences secondaires) qui ne sont pas raccordées à un réseau d'assainissement (source : recensement des installations d'assainissement non collectif à contrôler du SICVA).

A noter enfin que le réseau d'eaux pluviales est peu développé excepté au niveau du village même d'Abondance.

Les caractéristiques du réseau sont les suivantes :

Nombre de regards EU :	400
Nombre de regards EP :	197
Nombre de regards total :	597
Linéaire de réseau EU :	14 000 ml ~
Linéaire de réseau EP :	5 200 ml ~
Linéaire total de réseau :	19 200 ml ~

5.1.1 Le Collecteur intercommunal

Ce collecteur débute en limite des communes de Châtel et la Chapelle d'Abondance. Il reprend donc l'axe structurant du fond de vallée à Châtel par un collecteur de diamètre 300.

Au niveau de la Chapelle d'Abondance, son diamètre passe de 300 mm à 400 mm. Ce n'est qu'à la sortie de cette commune que son diamètre passe de 400 mm à 500 mm. Le collecteur est alors en fonte. Le collecteur emprunte dans cette partie un tracé à travers des parcelles privées entre la Dranse et la route départementale.

Son diamètre ne varie plus sur la commune d'Abondance jusqu'à la station d'épuration. La canalisation est alors en PRV. **A noter que le collecteur en entrée de station est régulièrement en charge depuis la traversée de la RD jusqu'à la station d'épuration.**

Le linéaire du réseau intercommunal est estimé à 11 100 ml environ réparti équitablement entre les communes de La Chapelle d'Abondance et d'Abondance.

5.1.2 Ouvrages spécifiques

Un seul ouvrage spécifique a été observé au niveau du système d'Abondance :

Ancien déversoir d'orage au niveau de la Chapelle d'Abondance. Ce déversoir ne devrait plus exister. La surverse est obturée avec de la terre mais un aménagement plus conséquent est à recommander afin de supprimer définitivement la possibilité d'éventuels déversements.

A noter la mise en service au cours de l'été 2012 de deux postes de refoulement :

- poste de refoulement des Mollards (*Cercle*) à Abondance.
- poste de refoulement de la Maladière (*Melon*) à Abondance.

5.1.3 Le système de traitement

o Principes généraux

La station d'épuration d'Abondance est récente (2006). Elle reçoit les effluents des communes de Châtel, La Chapelle d'Abondance et Abondance.

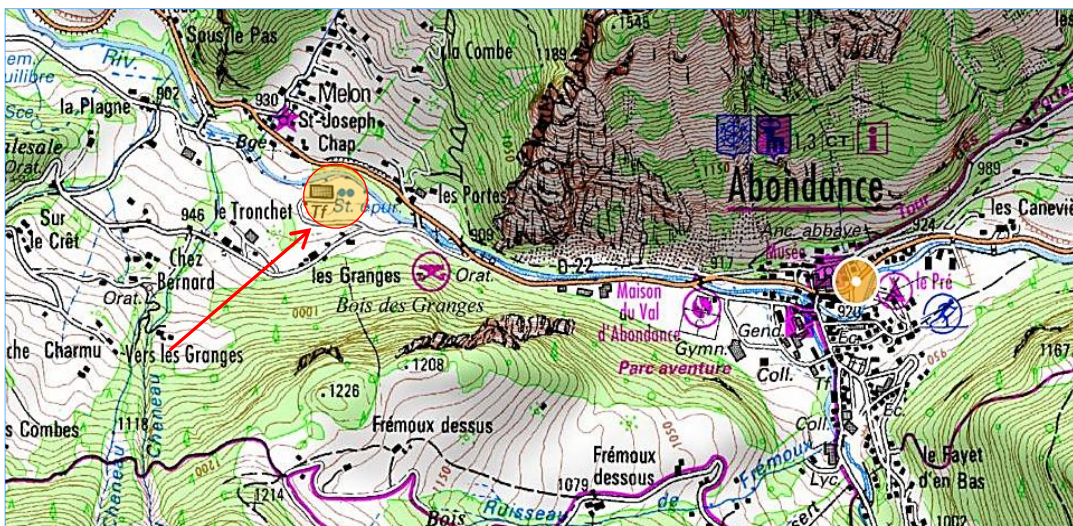
Il s'agit d'une **station couverte avec un procédé de biofiltres**. Elle est composée des éléments suivants :

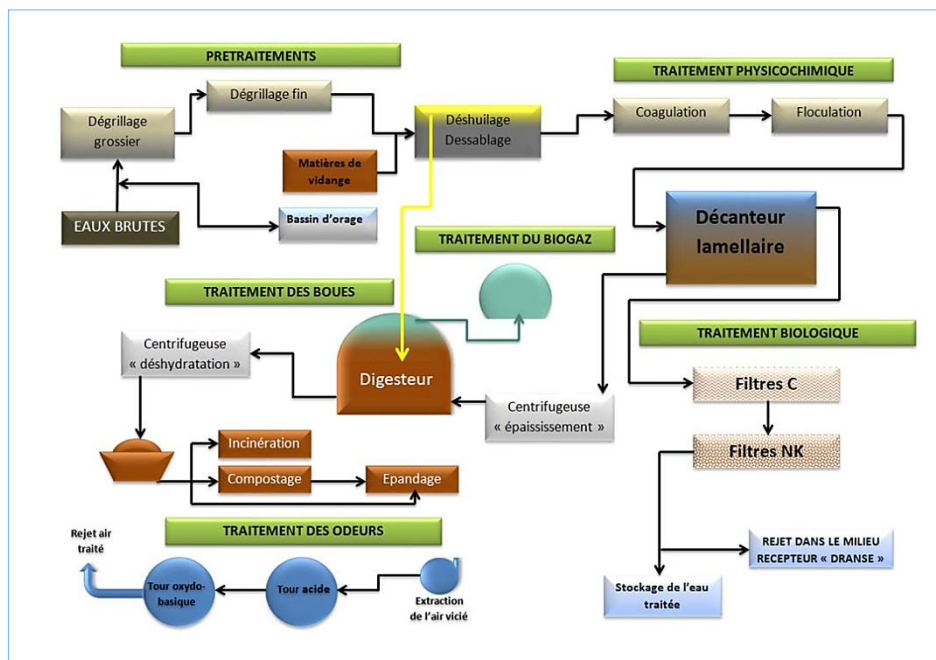
- Prétraitements : dégrillage, dessablage et déshuilage.
- Traitements physico-chimiques : coagulation et floculation, décantation
- Traitement biologique : filtres « C » et « NK »
- Traitement des boues par centrifugation puis digesteur (avec production de biogaz)

Outre ces éléments, la station d'épuration dispose également d'un bassin d'orage de 600 m³ permettant un traitement différé des effluents. Il existe également une unité de traitement de l'air vicié.

Les boues sont stockées puis éliminées soit par compostage, soit par incinération.

Elle est prévue pour faire face à d'importantes variations de charge et accepter des périodes de fortes fréquentations touristiques. Le rejet a lieu dans la Dranse.





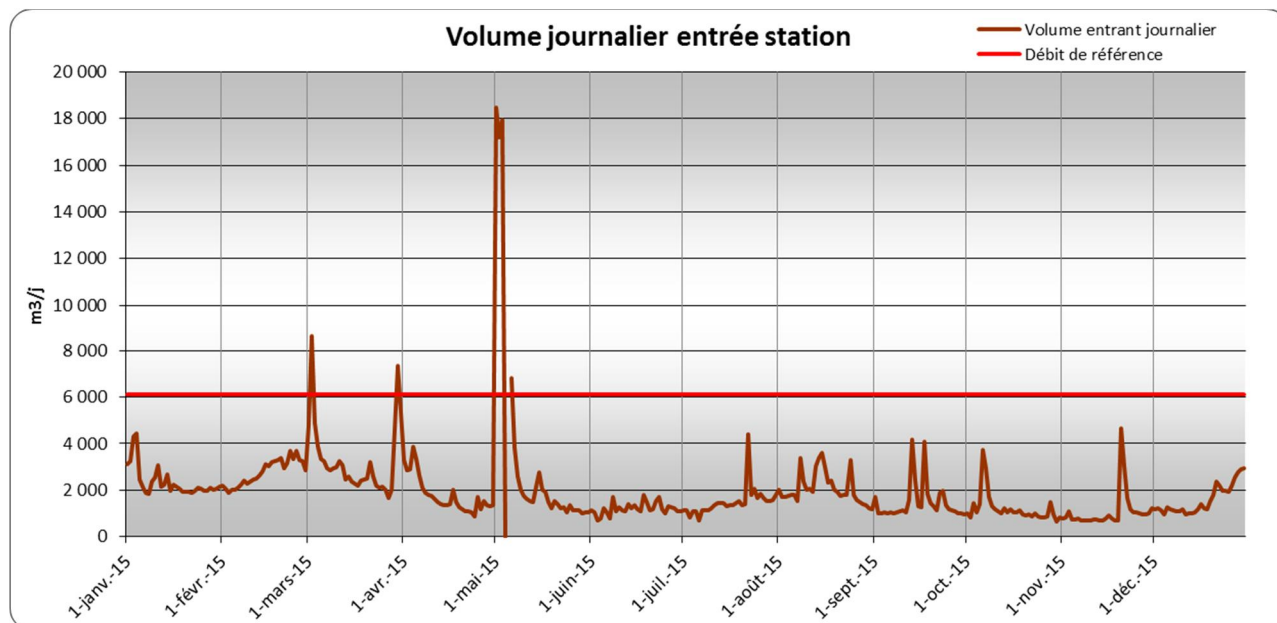
Son dimensionnement est le suivant :

DONNÉES DE BASE			
	Effluent brut		Effluent traité
Capacités de traitement :			
• Actuelle	26 300 E.H.		
• Possibilité d'extension	35 000 E.H.		
	Basse saison	Haute saison	
Débits :			
• Journalier	850 m ³ /j	4 800 m ³ /j	
• Moyen horaire	35 m ³ /h	200 m ³ /h	
• Pointe de temps sec	53 m ³ /h	375 m ³ /h	
• Pointe de temps de pluie	400 m ³ /h	750 m ³ /h	
• Débit maximum admissible	1350 m ³ /h		
Charges polluantes :			
• DCO	364 Kg/j	3 682 Kg/j	125 mg/l
• DBO5	156 Kg/j	1 578 Kg/j	25 mg/l
• MES	182 Kg/j	1 841 Kg/j	35 mg/l
• NTK	39 Kg/j	395 Kg/j	15 mg/l
• NH4	36 Kg/j	368 Kg/j	9 mg/l
• PT	8 Kg/j	79 Kg/j	1 mg/l

Elle a été dimensionnée pour faire face aux pointes touristiques estivales (juillet – août) et hivernales (Noël puis vacances scolaires de Février).

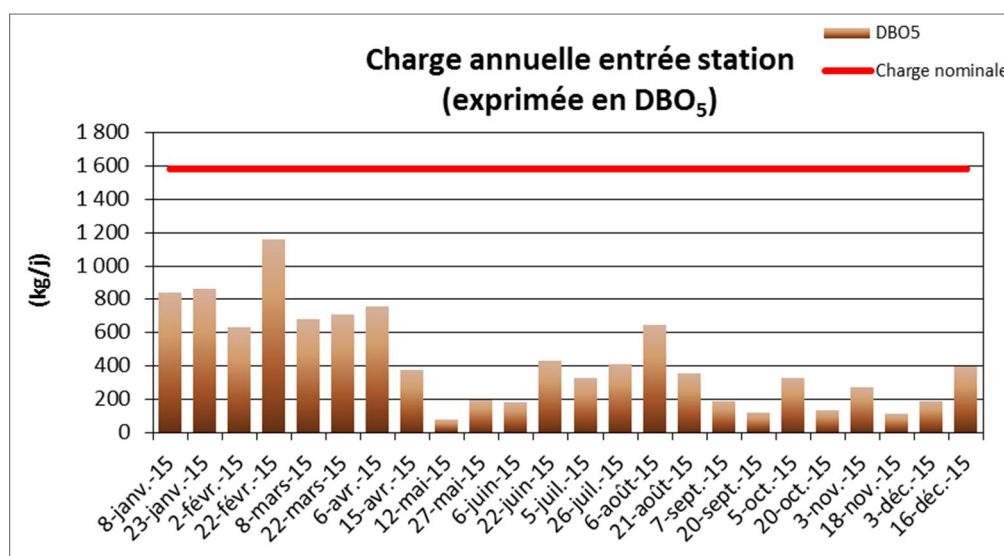
5.1.3.1 ANALYSE DU FONCTIONNEMENT

L'analyse des données d'auto-surveillance pour l'année 2015 permet de nous renseigner sur le fonctionnement global de la station. Ces données ont été fournies par le SAVA qui exploite la station et réalise l'auto-surveillance.



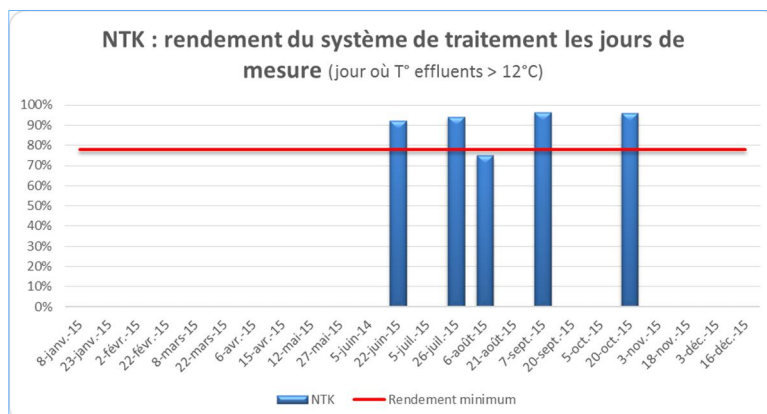
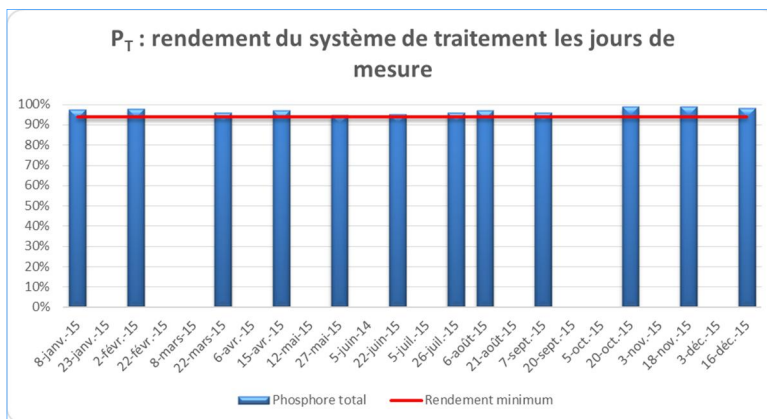
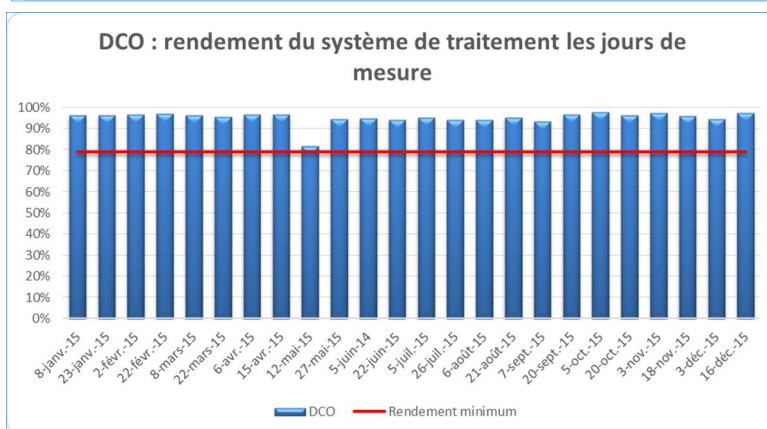
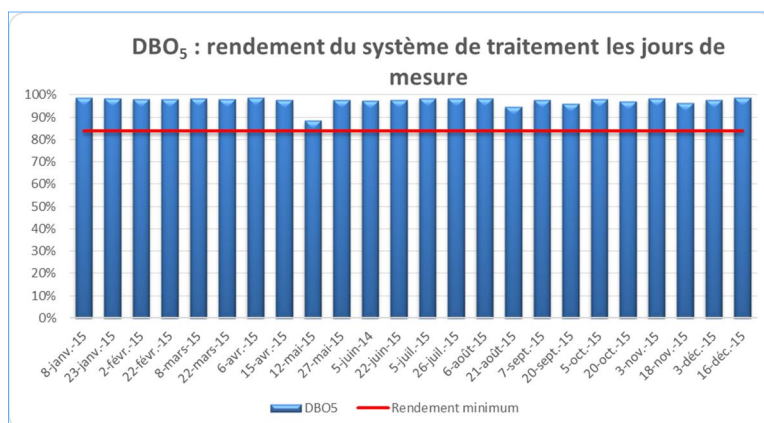
On constate que le débit journalier parvenant à la STEP est largement en deçà du débit nominal de référence qui n'a été dépassé que 4 fois au cours de l'année 2015. Les dépassements ont eu lieu au printemps, vraisemblablement en lien avec de la fonte de neige et des fortes précipitations.

Le graphique ci-dessous montre que les charges entrantes exprimées en DBO sont également largement en deçà de la charge nominale qui est de 1578 kg/jour de DBO. On remarque que le maximum de pollution est observé entre décembre et fin mars et correspond à la période de ski. Un pic est observable également première quinzaine d'Août



En tout état de causes, la station intercommunale apparaît largement dimensionnée pour faire face à une augmentation de la population dans les 3 villages de la vallée d'Abondance.

Les graphiques ci-dessous rendent compte maintenant de son fonctionnement et présentent les rendements de la station sur les paramètres principaux.



On observe que pour l'année 2015, les rendements minimums requis par la réglementation sont respectés quels que soient les débits d'entrée. On remarque seulement un rendement non conforme sur l'azote Kjejdhal (NTK) en Août.

L'ensemble des résultats d'auto-surveillance montre que la station d'épuration est largement dimensionnée pour ne pas être un facteur limitant au développement des 3 communes et à l'application de leur PLU.

6 L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Depuis le 1er janvier 2006, la Loi sur l'Eau de 1992 a imposé aux collectivités de conduire un certain nombre de contrôles sur les installations d'assainissement autonome.

Des textes plus récents (nouvelle loi sur l'eau de décembre 2006, arrêté du 22 juin 2007 et surtout les 2 arrêtés du 07 septembre 2009) ont précisé le rôle des collectivités et leurs obligations. Ces arrêtés concernent d'une part les « prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif » et d'autre part les « modalités d'exécution de la mission de contrôle »

La loi Grenelle 2 de juillet 2010 a entraîné des modifications qui sont reprises dans les arrêtés 7 mars 2012 et 27 avril 2012 qui modifient les premiers textes et les rendent cohérents à la nouvelle législation. Ils s'appliquent depuis le 1er juillet 2012.

Les principes généraux applicables à tous les systèmes d'assainissement non collectif ne changent pas : ces installations ne doivent pas porter atteinte à la salubrité publique, à la qualité du milieu récepteur, ni à la sécurité des personnes. Elles ne doivent pas non plus présenter de risques de pollution des eaux souterraines ou superficielles particulièrement celles prélevées en vue de la consommation humaine.

Par contre, on distingue maintenant les installations neuves ou à réhabiliter de celles existantes.

Ainsi toute installation réalisée après le 9 octobre 2009 doit être considérée comme une installation « neuve ou à réhabiliter ».

Pour celle-ci, tout projet d'installation doit faire l'objet d'un avis favorable de la part des services gestionnaires. Le propriétaire doit donc soumettre son projet au préalable du projet de construction qui doit être contrôlé avant mise en service.

Les propriétaires d'installations conçues, réalisées ou réhabilitées à partir du 1er juillet 2012 doivent aussi tenir à disposition un schéma localisant sur la parcelle l'ensemble des dispositifs constituant l'installation.

Enfin à partir du 1er juillet 2013, il convient de prendre en compte le nouveau règlement « Produits de construction » (qualité des produits mis en vente sur le marché).

L'arrêté du 27 avril 2012 rentrant également en vigueur le 1er juillet 2012 précise les modalités des missions de contrôle, vise à les simplifier et à les harmoniser à l'échelle du territoire français.

On y retrouve de manière claire les notions de « danger pour la santé des personnes » et « risque environnement avéré » ainsi que la distinction entre les installations neuves et celles existantes.

Pour les habitations « existantes », il s'agit de la vérification du fonctionnement et de l'entretien.

Pour les habitations « neuves ou à réhabiliter », il s'agit de l'examen de la conception et de la vérification de l'exécution.

Cet arrêté vise surtout à clarifier les conditions dans lesquelles les travaux sont obligatoires pour les installations existantes.

Une mise aux normes sera obligatoire si :

- L'installation présente un danger pour la santé des personnes : défaut de sécurité sanitaire (possibilités de contact avec des eaux usées), défaut de structure ou de fermeture des ouvrages.
- L'installation est incomplète ou significativement incomplète ou présentant des dysfonctionnements majeurs. (pas de prétraitement, pas de traitement)
- L'installation est dans une zone « à enjeu sanitaire » : zone de baignade, périmètre de protection rapprochée ou éloignée d'un captage ou tout simplement zone définie par arrêté du maire ou du préfet pour de multiples raisons (zone de baignade, pisciculture, activités nautiques,...). la collectivité doit se rapprocher des autorités compétentes pour connaître ces zones (ARS, DDT, Préfecture, mairie,...

- L'installation présente un risque avéré de pollution de l'environnement (gros dysfonctionnements)
- L'installation est dans une zone à enjeu environnemental (SDAGE, SAGE) où a été mise en évidence une pollution par l'assainissement non collectif.

L'arrêté du 27 avril précise les points qui nécessiteront des travaux de réhabilitation. Pour exemple, on peut citer une fosse septique seule ou un traitement seul, un rejet d'eaux partiellement traitées dans un puisard ou un cours d'eau, un rejet d'eaux brutes l'air libre, une fosse qui déborde (cf arrêté du 27 avril 2012)

La collectivité doit avertir le particulier des dysfonctionnements, lui préciser les raisons de la demande de réhabilitation.

Les travaux de réhabilitation sont à réaliser sous 4 ans en cas de danger sanitaire ou de risque environnemental avéré.

En cas de cession, ils sont à réaliser au plus tard 1 an après la vente si l'installation est non conforme.

Le tableau ci-dessous extrait de l'arrêté du 27 avril 2012 définit les conditions de réhabilitation des installations existantes.

Problèmes constatés sur l'installation	Zone à enjeux sanitaires ou environnementaux		
	NON	OUI	
		Enjeux sanitaires	Enjeux environnementaux
<input type="checkbox"/> Absence d'installation	Non respect de l'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique ★ Mise en demeure de réaliser une installation conforme ★ Travaux à réaliser dans les meilleurs délais		
<input type="checkbox"/> Défaut de sécurité sanitaire (contact direct, transmission de maladies par vecteurs, nuisances olfactives récurrentes) <input type="checkbox"/> Défaut de structure ou de fermeture des ouvrages constituant l'installation <input type="checkbox"/> Implantation à moins de 35 mètres en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau public de distribution	Installation non conforme > Danger pour la santé des personnes Article 4 - cas a) ★ Travaux obligatoires sous 4 ans ★ Travaux dans un délai de 1 an si vente		
<input type="checkbox"/> Installation incomplète <input type="checkbox"/> Installation significativement sous-dimensionnée <input type="checkbox"/> Installation présentant des dysfonctionnements majeurs	Installation non conforme Article 4 - cas c) ★ Travaux dans un délai de 1 an si vente	Installation non conforme > Danger pour la santé des personnes Article 4 - cas a) ★ Travaux obligatoires sous 4 ans ★ Travaux dans un délai de 1 an si vente	Installation non conforme > Risque environnemental avéré Article 4 - cas b) ★ Travaux obligatoires sous 4 ans ★ Travaux dans un délai de 1 an si vente
<input type="checkbox"/> Installation présentant des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs	★ Liste de recommandations pour améliorer le fonctionnement de l'installation		

A ces prestations obligatoires, peuvent s'ajouter des prestations optionnelles :

- - Assurer à la demande du propriétaire, l'entretien des installations, les travaux de réhabilitation ou de réalisation.
- - Assurer le traitement des matières de vidange issues de ces installations.
- - Fixer les prescriptions techniques pour les études de sol ou le choix de la filière.

En ce qui concerne la commune d'Abondance, la compétence « assainissement non collectif » a été confiée à la 2CVA qui a réalisé le contrôle de la totalité des maisons non raccordées au réseau de collecte communal entre 2010 et 2013.

La commune d'Abondance possède 436 immeubles à usage d'habitation (permanent ou non) non raccordés sur son territoire pour un total d'environ 1760 logements, soit environ 24.7 %. Parmi ceux-ci, 89 immeubles ne possèdent pas l'eau et ne sont donc pas censés rejeter des effluents domestiques. Il s'agit de chalets d'alpage fréquentés que très ponctuellement. Ainsi 347 contrôles ont été effectués par les techniciens du SPANC.

Le tableau résume la situation actuelle.

Prétraitement		Traitement		Milieu récepteur	
Aucun	65	Aucun	260	infiltration	7
Fosse septique	95	filtre bactérien percolateur	54	puits d'infiltration	93
Fosse toutes eaux	94	filtre épurateur	16	réseau	19
Divers (bac à graisse,...)	93	Autres	17	terrain	69
				ruisseau	154
				divers	5

Le système le plus couramment rencontré sur le territoire de la commune d'Abondance possède un prétraitement (fosse « toutes eaux » ou fosse septique (que les eaux vannes) mais ne possède pas de traitement.

Le milieu récepteur des effluents le plus couramment retenu est le milieu superficiel du fait des pentes souvent fortes, de la densité des ruisseaux ou fossés et de la texture des terrains.

L'application progressive du programme de travaux proposé dans le schéma directeur en 2013 et prévoyant des extensions de réseau tend à diminuer le nombre de systèmes individuels et réduira ainsi la pollution non traitée ou partiellement traitée.

7 LE SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT

7.1 Rappel des résultats

Le système d'assainissement de la vallée d'Abondance (Châtel, La Chapelle d'Abondance et Abondance) a fait l'objet d'un diagnostic précis de 2011 à 2013 comprenant :

- des campagnes de mesures de débit et pollution en période de nappe haute et de pointe touristique
- des contrôles de branchements
- des inspections télévisées des réseaux afin de détecter les anomalies (eaux claires parasites, état général des réseaux,...

Il a permis de proposer un schéma pluriannuel et priorisé de travaux en matière d'assainissement de mettre en conformité les réseaux et ouvrages.

Il a abouti aux conclusions suivantes en ce qui concerne le territoire communal d'Abondance.

Charges de pollution bien collectées

En période de basse saison, en ne comptant ainsi que la population municipale résidente, plus de 100 % des charges de pollution théoriques sont collectées et acheminées sur le collecteur de transport (en additionnant les différentes antennes de réseaux s'y raccordant). En période de haute saison touristique, les charges sont multipliées par un facteur compris entre 3 et 5 mais restent également bien collectées et transportées.

Aucun dysfonctionnement sur la collecte et le transport des effluents.

Eaux claires parasites

Lors de la campagne de mesures « haute saison » (c'est-à-dire du 21 au 27 février 2012) les volumes d'eaux claires parasites sont relativement peu importants sur la commune d'Abondance, c'est-à-dire compris entre 20 et 30 m³/jour selon les campagnes de mesures réalisées et jusqu'à 60 m³/jour lors de la sectorisation.

Lors des mesures précédentes (campagne « haute saison »), le taux annoncé est de 140 m³/j mais dont 120 m³ provenant de la partie intercommunale. Il y a donc cohérence entre les 2 campagnes.

La sectorisation des eaux claires parasites aura cependant montré que ces apports sont localisés en un point précis des réseaux d'assainissement communaux : le secteur des terrains de tennis.

Un seul secteur très fortement sensible aux eaux claires parasites et absence d'eaux claires sur une bonne partie des réseaux d'eaux usées d'Abondance.

Surcharges hydrauliques de temps de pluie

Les mesures de débit réalisées montrent de fortes réactions des réseaux d'eaux usées aux épisodes pluvieux indiquant ainsi la présence d'eaux pluviales météoritiques dans le réseau d'eaux usées (inversions de branchements, drains, etc...). Ce sont ainsi près de 5 000 m² de surfaces actives qui ont été mises en évidence lors de ces mesures.

Les essais fumigènes réalisés auront permis dans ce cadre d'identifier la totalité de ces surfaces actives correspondant à des inversions de branchements.

A noter que ces inversions de branchements (5 000 m²), sur la base d'une pluie décennale, représentent environ 150 m³/h, soit plus de 11 % du débit maximum admissible à la station (de 1 350 m³/h).

5 000 m² de surfaces imperméabilisées raccordées sur le réseau d'eaux usées à remettre en conformité prioritairement.

7.2 Projet d'aménagements

La commune d'Abondance possède de nombreux projets d'extension de ses réseaux d'assainissement.

Il s'agit principalement des secteurs urbanisés s'étendant jusqu'au lac des Plagnes (Plan de Charmy, Voette, Sur la Fontaine, Sur la Ravine), ainsi que les secteurs en rive droite de la Dranse (les Ogays, les Carres), aujourd'hui non raccordés à un réseau d'assainissement.

7.3 Schéma directeur d'assainissement

7.3.1 Objectif du schéma directeur d'assainissement

L'objectif du schéma directeur d'assainissement pour la commune d'Abondance est donc de :

7.3.1.1 EN MATIERE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF :

Collecter, et transporter les effluents jusqu'au collecteur de transport dans de bonnes conditions techniques (réduction et élimination des eaux claires parasites, mise aux normes des raccordements).

Réhabilitation des branchements

Mise aux normes de tous les branchements inversés détectés lors des essais fumigènes. Ce type d'aménagement est à la charge des particuliers.

Réhabilitation des collecteurs

La réhabilitation des collecteurs vise principalement à éliminer et réduire les eaux claires parasites collectées sur le réseau d'eaux usées.

Le montant des aménagements (comme indiqué précédemment dans ce rapport) prend en compte

Soit le renouvellement des collecteurs lorsque les défauts sont trop répétés pour envisager de la réhabilitation ponctuelle et surtout lorsque les défauts sont d'ordre géométriques (décentrage par exemple).

Soit la réhabilitation ponctuelle par l'intérieur lorsqu'il s'agit de défauts isolés.

En priorité n°1, ont été classés dans le programme de réhabilitation les secteurs présentant un indice d'apport supérieur à $0,1 \text{ m}^3/\text{j}/\text{ml}$. Il n'existe qu'un seul secteur de ce type sur la commune d'Abondance qui correspond à un faible linéaire de 140 ml environ dans le secteur du gymnase. Ce secteur représente un apport de $56 \text{ m}^3/\text{j}$ d'eaux claires parasites (chiffre tiré de la sectorisation), soit plus de 90 % des eaux claires parasites observées sur la commune lors de la sectorisation.

Pour ce secteur, le renouvellement du collecteur est nécessaire car il s'agit de désordres d'ordre géométriques, soit un coût de 79 000 € HT.

En priorité n°2, ont été classés dans le programme de réhabilitation les secteurs présentant un indice d'apport supérieur à $0,01 \text{ m}^3/\text{j}/\text{ml}$. Un seul secteur également correspond à cette classe d'indice. Il s'agit d'une petite antenne de réseau desservant le hameau du Melay de 140 ml environ. Ce secteur ne représente qu'un très faible apport de $4 \text{ m}^3/\text{j}$ (chiffre tiré de la sectorisation) d'eaux claires parasites. Le renouvellement de ce collecteur est également à envisager bien qu'il s'agisse d'un réseau très récent mais avec beaucoup (trop) de décentrages observés entre canalisations.

Le montant des aménagements pour ces deux secteurs d'apports a été estimé en 2013 à 99 000 € HT environ.

Ainsi le programme de réhabilitation des réseaux d'Abondance peut donc s'articuler de la manière suivante :

ABONDANCE		Tout le linéaire	Priorité 1 Ind. ECP > 0,1	Priorité 2 Ind. ECP > 0,01
Elimination ECP		100%	94%	6%
Montant pour renouvellement	Global	99 000,00 €	79 000,00 €	20 000,00 €
	Au m3 d'ECP éliminé	1 661,07 €	1 410,71 €	5 555,56 €
Montant pour chemisage continu	Global	- €	- €	- €
	Au m3 d'ECP éliminé	- €	- €	- €
Montant pour réhabilitation ponctuelle	Global	- €	- €	- €
	Au m3 d'ECP éliminé	- €	- €	- €

Extension de réseaux

Les projets d'aménagement d'Abondance s'étaient sur plusieurs années pour un montant global de travaux estimé à environ 3 000 000 € HT en 2013.

La commune a réalisé depuis une partie des extensions prévues mais a réduit ce programme pour l'adapter au nouveau zonage du PLU qui prévoit une réduction des zones urbanisables.

Donc, les secteurs où l'implantation d'un réseau de collecte n'était plus économiquement intéressante car en zones non constructibles (hormis l'habitat existant) ont été supprimés du programme prévisionnel.

Le détail de ces aménagements figure dans un plan hors texte.

Le nouveau programme tenant compte de la réduction des zones urbanisables s'élève maintenant à 1 553 000 € HT et se décompose de la sorte.

localisation	linéaire	montant
raccordement du lieu-dit les Ogays, nécessité d'un refoulement	400 ml	150 000 € HT
raccordement du lieu-dit les Carres nécessité d'un refoulement	200 ml	66 000 € HT
de Télécrêt (la Tavaneuse) à la Pêche à Charmy l'Envers	1 400 ml	165 000 € HT
de Plan Charmy (Charmy l'Envers) à Sur la Fontaine (Charmy l'Adroit) et de sur la Ravine (Charmy l'Adroit) à liaison Follebin	2 400 ml	396 000 € HT
de Les Tronchets à Sous le Pas	300 ml	44 000 € HT
raccordement du lieu-dit Le Mont	1 500 ml	363 000 € HT
de Froggy à Mouilles-sous-Fremoux	700 ml	150 000 € HT
extension depuis le Le Glarey à Télécrêt à Froggy Plan de Charmy (travaux prévus en 2016)	630 ml	219 000 € HT
	TOTAL	1 553 000 € HT

8 LE ZONAGE

La délimitation des zones d'assainissement « *collectif* » et « *non collectif* » a été définie en tenant compte des réflexions de la commune en matière d'urbanisation et de la situation actuelle. Elle prend également en compte les caractéristiques topographiques, l'extension actuelle des réseaux et les prévisions d'extension.

Ce zonage est défini sur la base du parcellaire actuel, toute modification importante de ce dernier pourra entraîner une remise en cause de cette limite. Il correspond aux limites des zones où les constructions sont techniquement raccordables.

La zone d'assainissement non collectif regroupe le reste du territoire communal non défini en assainissement collectif :

Il est important de préciser que le classement d'une zone en assainissement non collectif ne ferme pas totalement la possibilité de son raccordement ; il signifie simplement que le raccordement n'est pas jugé implicite et qu'il nécessitera d'être étudié au cas par cas par la municipalité.

Ce zonage est présenté sur le plan hors texte « zonage ».

8.1 Eaux usées

8.1.1 Les zones relevant de l'assainissement collectif

La zone d'assainissement collectif comprend l'ensemble de la zone actuellement urbanisée et desservie par le réseau d'assainissement existant. Elle peut comprendre des zones ouvertes à l'urbanisation et techniquement raccordables sans difficultés.

8.1.2 Les zones relevant de l'assainissement non collectif

8.1.2.1 DELIMITATION

La zone d'assainissement non collectif regroupe :

- l'ensemble du territoire communal non défini en zone d'assainissement collectif.

Le règlement d'assainissement non collectif existe déjà et ne fait pas l'objet de modifications.

8.2 Eaux pluviales

L'esprit de la Loi sur l'Eau dans son volet pluvial est d'atteindre un double objectif :

- limiter l'impact de l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise des débits d'écoulements des eaux pluviales et des eaux de ruissellement ;
- limiter les impacts qualitatifs sur les milieux naturels sensibles au niveau des points de rejets principaux des eaux pluviales collectées.

Dans le cas d'Ecole-Valentin, les eaux pluviales sont rejetées dans des bassins où elles s'infiltrent avec ou sans prétraitements.

Cependant, tout aménagement d'urbanisation conséquent, tel que la réalisation d'un lotissement par exemple, doit faire l'objet d'une attention particulière quant à la gestion des écoulements d'eaux pluviales qu'il induit. Si la nature et la taille du projet l'impose, il fera l'objet d'une procédure telle que l'exige la loi sur l'Eau dans son décret du 29 mars 1993.